

L'impôt—Loi

Six jours avant que le ministre des Finances (M. MacEachen) ne présente son budget, monsieur l'Orateur, soit le 6 novembre 1981, Statistique Canada affirmait que:

... le ralentissement du marché pourrait entraîner une récession au cours des prochains mois. La baisse marquée des indicateurs de l'activité économique a déjà amené des entreprises à diminuer leur production, et les mises à pied sont maintenant chose courante.

Statistique Canada affirmait encore, le 7 décembre 1981, que:

On ne peut compter sur un revirement rapide pour arrêter la tendance à la baisse manifestée par le PNB réel au cours du troisième trimestre. L'indice et ses composantes nous portent à croire que les forces régressives de l'économie ont continué à s'exercer et à s'intensifier. Il est fort douteux que les affaires reprennent, à en juger par les composantes qui permettent de prédire la demande en biens et services.

Cela, c'était lorsque le ministre des Finances envisageait de modifier son budget anticroissance, ce budget qui étouffait l'initiative au Canada. Statistique Canada disait en d'autres termes que le chômage allait empirer; que les faillites allaient devenir monnaie courante, que les agriculteurs n'allaient pas pouvoir vendre leurs produits à un prix raisonnable et qu'ils allaient sombrer; que les petits hommes d'affaires allaient pâtir et déclarer forfait, que les jeunes sortant des universités et des instituts techniques avaient un avenir absolument bouché parce qu'il n'y avait pas de perspectives d'emplois. Tout cela à cause du budget et de la politique énergétique nationale proposés et appliqués par le gouvernement. Voici ce que disait Statistique Canada il y a à peine un mois:

... l'activité économique actuellement en net ralentissement ne reprendra vraisemblablement pas pendant le premier trimestre de 1982.

En d'autres termes il n'y a pas d'espoir, à moins que le gouvernement ne prenne des mesures d'ici à la fin mars 1982. L'article poursuit:

L'indice général a baissé de 2.6 p. 100 en octobre, ce qui est une des chutes les plus fortes depuis la récession de 1975. La tendance à la baisse a été généralisée pour toutes les composantes notamment celles... qui sont les premières à indiquer les revirements... la faiblesse du secteur industriel s'est intensifiée par suite de la baisse de la demande... le ralentissement de l'économie va continuer jusqu'à la fin du trimestre en cours.

Il n'y a pas beaucoup d'espoir de reprise. Je pourrais ainsi poursuivre pendant des heures. Bien sûr, nous savons ce que font nos dirigeants. Ils ruinent notre économie, ils détruisent notre système qui permettait à des hommes et à des femmes de s'enquérir de l'état d'une situation et de prendre à coup sûr une décision. Au Canada, Dieu nous avait prodigué les ressources. Nous avons de l'eau douce en abondance, et une quantité d'esprits entreprenants qui avaient assez d'idées et de dynamisme pour se dire: Voilà ce que je vais faire. Mais nous n'avons pas la chance d'avoir un gouvernement qui est conscient de ces besoins. Depuis 14 ans, nous sommes dirigés par un gouvernement qui ne reconnaît pas les droits des individus, qui ne leur laisse prendre aucune initiative, qui leur interdit de prendre des risques, qui les empêche de travailler et d'accumuler des richesses; bref, qui leur interdit de contribuer à la prospérité du pays. Nous sommes dirigés par un gouvernement qui ne cesse de déclarer qu'il veut intervenir sur le plan économique, contrôler notre économie de telle ou telle façon et qui prétend que c'est pour le bien du pays. Les Canadiens ne sont-ils pas prêts à prendre des risques? Ne sont-ils pas prêts à travailler pour le pays? Absolument pas, répond le gouvernement.

● (2020)

Cela me fait penser à un conte que tous les députés connaissent certainement et qui raconte l'histoire d'une petite poule rouge qui faisait du pain. Malheureusement, le gouvernement est tellement intervenu et il a tellement mis le nez dans ses affaires que la pauvre poule a cessé de cuire son pain et s'est envolée en gazouillant. Pourquoi diable notre petite poule ne cuit plus son pain? Personne ne cuit plus de pain et pourquoi? C'est là la triste réalité.

Un habitant de Grand Centre m'a appelé aujourd'hui. Vous ne savez peut-être pas où se trouve Grand Centre. Cette localité est située au nord-est de l'Alberta, au cœur même du projet d'Imperial Oil—feu le projet Imperial Oil, qui ressuscitera nous l'espérons, mais qui, pour l'instant, est au point mort à cause de la politique énergétique nationale instaurée par le gouvernement. Il m'a cité plusieurs petites entreprises en difficulté qui s'en vont. Deux frères ont réuni leurs économies et ouvert un restaurant appelé J & J Drive-In et passé des heures à cuire des hamburgers et des frites. Ils voulaient bâtir quelque chose pour leurs enfants et pour eux-mêmes mais que sont-ils devenus?

M. Waddell: Ils ont ouvert un restaurant d'aliments naturels.

M. Shields: Ils ont fermé boutique. Ils ont mis la clé sous le paillason. Le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) a dit quelque chose, mais je ne l'ai pas entendu. Peu importe d'ailleurs; ses propos sont toujours sans importance.

M. Waddell: Je suis revenu pour vous écouter, Jack!

M. Shields: Oui, je suis sûr d'avoir bien décrit le député en disant qu'il était un grand parleur, mais un petit faiseur. Il fait les déclarations des plus idiots que la Chambre ait jamais entendues quand il affirme que son parti n'a jamais rien à voir avec le gouvernement libéral, et quand il soutient ce gouvernement socialiste qui se prétend partisan du libéralisme.

M. Waddell: Ouille! Quel coup bas!

Une voix: Oh, oh!

M. Shields: Oui, mais le député est là. Les néo-démocrates parlent de participation canadienne. Je voudrais revenir brièvement à la politique énergétique. Il est très clair que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays, d'un océan à l'autre, voudraient voir la participation canadienne s'accroître. Cela ne fait aucun doute. Je ne crois pas qu'il y ait une seule personne au Canada qui n'admette pas que tout secteur vital, comme le secteur pétrolier, devrait appartenir aux Canadiens, ou encore que nous devrions encourager tous les Canadiens à s'y intéresser de très près. Toutefois, il ne s'agit pas de participation canadienne en ce sens que les particuliers pourraient devenir actionnaires des sociétés pétrolières, ce dont il est question c'est de nationalisation. Manifestement, le programme énergétique national a permis au gouvernement de s'emparer ignominieusement d'un secteur vigoureux, car il l'était, en le nationalisant dans les faits. Le gouvernement annonçait son intention de s'emparer de ce secteur et d'en contrôler les moindres initiatives. Peut-on s'imaginer à quel point il est difficile d'exploiter la Mer de Beaufort, de construire des îles là où il n'y en a pas, et de procéder au forage à des endroits où l'on espère trouver éventuellement du pétrole et du gaz? Peut-on s'imaginer que des bureaucrates et des hommes politiques du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources puissent